Le rôle d'Israël dans des dispositions de l'UE contre les migrants

08.06.2019

Categories: Autres campagnes, Embargo militaire

En Europe 73 groupes et réseaux de solidarité avec la Palestine et de défense des droits des migrants ont lancé le 15 mai 2019 un appel commun en faveur d'un #Monde sans murs. Ils ont choisi la Journée Nakba 2019 – la Journée où les Palestiniens réaffirment leur engagement dans la lutte pour le retour de leurs réfugiés – pour revendiquer ainsi le droit pour tous de circuler, de rester et de revenir en toute liberté, justice et égalité. Cet appel souligne notamment le rôle d'Israël dans les politiques discriminatoires de l'Union européenne en matière de lutte contre les migrants.

Bien que le concept de forteresse Europe remonte à l'accord de Schengen de 1985, les politiques anti-migration de l'Union européenne et de ses Etats membres ainsi que la Suisse!) se sont considérablement développées ces dernières années. Nombre de ces politiques sont directement influencées par les politiques israéliennes et/ou utilisent la technologie israélienne pour les mettre en œuvre.

Depuis 2002, année où Israël a commencé à construire son mur d'apartheid en Cisjordanie occupée et a été condamné dans le monde entier pour sa construction, les murs de style israélien sont devenus un modèle de " gestion des frontières ". Les murs sont devenus le signe de notre temps.

Aujourd'hui, 30 ans après la chute du mur de Berlin, les États de la région de Schenghen ont construit près de 1000 km de murs, soit l'équivalent de plus de six fois la longueur totale du mur de Berlin. Outre ces murs physiques,

Les efforts de l'UE pour contrôler et sceller l'accès depuis la Méditerranée ont coûté 68 millions de dollars qui ont été versés à Elbit Systems pour fournir son système de patrouille Hermes 900 basé sur le drone tueur le plus avancé de l'entreprise. Elbit Systems est la plus grande société militaire privée d'Israël, un des principaux fournisseurs du Mur de l'apartheid israélien, et a fourni ces drones à l'armée israélienne qui les a qualifiés de "phénoménaux" et de "véritables atouts" lors de l'attaque militaire contre Gaza en 2014, qui a tué 2 250 Palestiniens, dont plus de 500 enfants. FRONTEX a passé un contrat de 4,75 millions d'euros avec Israel Aircraft Industries (IAI) pour des "missions quotidiennes de sécurité et de garde-côtes". Le projet "Safeshore" de l'UE coopère avec la police israélienne pour détecter les "êtres humains sortant de mer".

L'UE externalise ses frontières par le biais d'accords avec d'autres États afin de tenter de dissimuler les souffrances des réfugiés. S'ils parviennent à atteindre les côtes et le territoire européens, les migrants sont quotidiennement confrontés à la criminalisation, au racisme, à la discrimination et à l'islamophobie. Les sans-papiers, en particulier, sont très durement touchés par la réalité quotidienne de l'exclusion, des raids de masse et des déportations. Le Tribunal permanent des droits de l'homme des populations migrantes et réfugiées est donc parvenu à la conclusion que "les politiques et pratiques de l'UE et de ses États membres

en matière d'immigration et d'asile constituent un déni total des droits fondamentaux des personnes et des migrants et sont de véritables crimes contre l'humanité : même si elles ne peuvent être attribuées personnellement à leurs auteurs selon des définitions habituelles des lois criminelles, elles devraient être reconnues comme des «crimes du système».

Ces politiques répressives et déshumanisantes ont des conséquences également sur les sociétés européennes. La fermeture des frontières de l'Europe s'accompagne d'une vision où les migrants, où tous ceux qui ne s'inscrivent pas dans la construction artificielle d'une Europe culturellement et/ou ethniquement homogène sont considérés comme des "risques pour la sécurité" ou des "menaces". Ces concepts de suprématie et d'exclusivité sont au cœur du régime d'apartheid israélien. Elles alimentent directement le racisme et la militarisation et conduisent, enfin, aux tendances actuelles qui criminalisent tous ceux qui défendent les droits des migrants.

Alors qu'Israël refuse l'asile aux migrants et réfugiés non-juifs et continue de déposséder les Palestiniens, il tente de blanchir ces crimes en apportant une aide humanitaire aux migrants en dehors d'Israël. IsraAID, une organisation israélienne, soutenue par le ministère israélien des affaires étrangères, fournit une aide aux migrants en Grèce depuis 2015, principalement sur l'île de Lesbos, principal point de passage entre la Turquie et l'UE. A Lesbos, depuis 2016, les migrants sont détenus dans une prison de plein air, où il leur est interdit de se rendre en Europe continentale. Les organisations parrainées par l'État israélien opérant en Grèce effacent l'identité des réfugiés palestiniens et, dans de nombreux cas, contribuent à la normalisation de l'emprisonnement des migrants dans des prisons en plein air comme Lesbos.

Financer l'apartheid israélien

L'Union européenne quadruplera son budget pour la militarisation des frontières jusqu'en 2020, pour atteindre plus de 21,3 milliards d'euros. L'UE augmente les fonds alloués au programme Frontex, notamment pour construire une armée permanente forte de 10'000 hommes ciblant les migrants. En outre, 40% des 11,3 milliards d'euros consacrés à la gestion des migrations seront consacrés aux expulsions.

Ce budget de plus en plus important pour les politiques anti-migration qui enferment l'Europe avec des dispositifs qui équivalent à un mur, est à son tour destiné à soutenir l'industrie militaire israélienne. Le ministère israélien de la Défense a annoncé l'année dernière que l'Europe est une "cible importante pour les transactions de défense, principalement en termes de "défense des frontières". Israël est déjà le 7ème exportateur mondial d'armes et de matériel militaire et ce n'est que grâce à sa capacité à vendre à travers le monde la technologie et la méthodologie, qu'il teste quotidiennement sur les Palestiniens, qu'il peut perpétuer ses politiques d'apartheid, d'occupation et de colonialisme contre le peuple palestinien.

SOURCES (Vous y trouverez également les notes et références)

<https://www.stopthewall.org/background-note-worldwithoutwalls-call-european-palestine-and-migrants-rights-groups>

<https://www.stopthewall.org/2019/05/15/73-european-palestine-and-migrants-rights-groups-unite-worldwithoutwalls>